

Daniel Bensaïd

La politique comme art stratégique

« *La politique prime désormais l'histoire.* »
Walter Benjamin

« *Les principes sont clairs, et leur application incertaine.* »
Guy Debord ^{1/}

Si la politique prime désormais l'histoire, elle n'est pas quitte pour autant du lien qui les unit depuis leur commune origine. Un mouvement souffrant d'un grave « déficit de connaissances historiques », affirmait Debord, « ne peut plus être conduit stratégiquement ^{2/} ». Ni politiquement. L'affaîssement postmoderne du sentiment historique, la rétraction du temps long autour d'un présent fugace, sans veille ni lendemain, se traduisent logiquement par une crise de la raison stratégique. De la politique, donc, qui n'est ni une science de l'administration ni une technique institutionnelle, mais un art des moments propices et des espaces de décision. Un art stratégique. La politique doit donc se placer « exactement du point de vue des acteurs ».

^{1/} Guy Debord, *le Jeu de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006.

^{2/} Guy Debord, *Œuvres*, Paris, Quarto Gallimard, 2006, p. 1804.

^{3/} Guy Debord, *Œuvres, op. cit.*, p. 1783.

^{4/} « Et ce qu'ils ignoraient alors, ce n'était pas seulement le résultat encore à venir de leurs propres opérations se heurtant aux opérations qu'on leur opposerait [...]; et au fond ils ne savaient pas la valeur exacte qu'il fallait accorder à leurs propres forces, jusqu'à ce que celles-ci aient pu la faire connaître, justement, dans le moment de leur emploi, dont l'issue d'ailleurs quelquefois la change tout autant qu'elle l'éprouve », Guy Debord, *Panegyrique*, in *Œuvres, op. cit.*, p. 1657.

^{5/} Clausewitz, *Notes sur la Prusse dans la grande catastrophe*.

^{6/} Antonio Gramsci, *Cahiers de prison n° 13*, Paris, « Bibliothèque de philosophie »-Gallimard, 1978, p. 407.

Or, « pour voir la suite », l'acteur doit « payer au comptant » ^{3/}.

Le théâtre des opérations

Ce point de vue des acteurs est « très difficile » à tenir. Il s'agit, en étant plongé au cœur de la mêlée, d'en connaître « toutes les circonstances » ^{4/}. Refusant de la concevoir comme l'objet d'une « science positive et dogmatique », Jomini définissait la guerre comme « un art soumis à quelques principes généraux » et « comme un drame passionné ». Une affaire de raison passionnée ou de passion raisonnée. Dans laquelle il faut se préparer au « moment favorable » pour parvenir à point nommé « au centre de l'occasion ». Se préparer. Être prêt, car chaque minute est une porte étroite d'où peut surgir le messie. Et fidèle au rendez-vous.

De même en politique. Si la guerre put être définie comme son prolongement par d'autres moyens, elle devient réciproquement le prolongement de la guerre hors limites par ses propres moyens. Elle aussi est un art du temps brisé, de la conjoncture, du moment propice à saisir pour arriver à point « au centre de l'occasion ». À la révolution comme à la guerre, on est « toujours dans l'incertitude de la situation réciproque des deux parties ». Force est donc de travailler pour l'incertain et d'agir « selon des vraisemblances générales », car « c'est une illusion d'attendre un moment où l'on se sentirait délivré de toute ignorance » ^{5/}.

À la différence des guerres, les révolutions ne se déclarent pas. Mais, comme elles, elles se préparent : « Dans l'analyse [...] du système des rapports de forces existant dans une situation déterminée, on peut recourir utilement au concept qu'on appelle, dans la science militaire, la “conjoncture stratégique”, soit, de façon plus précise, au concept du degré de pré-

paration stratégique du théâtre de la lutte, dont l'un des principaux éléments est constitué par les conditions qualitatives du personnel dirigeant et des forces actives que l'on peut appeler de première ligne. [...] *Le degré de préparation stratégique* peut donner la victoire à des forces apparemment inférieures à celles de l'adversaire ^{6/}. »

La préparation stratégique a donc pour but de déjouer les apparences de la quantité et de la masse, de déchiffrer les faiblesses sous la force et la force sous les faiblesses, d'en modifier les rapports. L'issue d'une crise dépend de ce degré de préparation et de formation non seulement d'un « personnel dirigeant », mais d'un réseau militant dont l'activité irrigue l'ensemble de la société.

Au lendemain de la Révolution française, Clausewitz a distingué la tactique, comme emploi des forces en vue de la victoire dans la bataille, de la stratégie, comme emploi des victoires pour atteindre les buts de la guerre. De la guerre locale à la guerre globale, en passant par les guerres nationales et mondiales, le rapport entre stratégie et tactique n'a cessé d'évoluer dans le sens d'une dilatation croissante du théâtre et de la durée des opérations. À l'ère de la globalisation, la lutte des classes prend aussi l'allure d'une guerre civile généralisée. Ce qui était, hier encore, considéré comme stratégique se réduit à l'épisode tactique d'un grand jeu dont le champ s'agrandit sans cesse. Dans la dialectique de la guerre et de la bataille, il faut parfois savoir perdre des batailles pour gagner la guerre, de même qu'il faut savoir céder de l'espace pour gagner du temps. Sur le grand échiquier de la mondialisation, les guerres d'hier sont ainsi devenues les batailles d'aujourd'hui.

Les catégories de stratégie et de tactique visent à réduire la part irréductible d'aléa-

toire propre à toute situation d'affrontement. S'efforçant d'étendre l'emprise de la raison sur la guerre, Moltke, disciple fidèle de Clausewitz, reconnaissait cependant ses limites : « Les conséquences matérielles et morales de tout affrontement d'envergure sont d'une si grande portée qu'elles font naître une situation totalement différente qui devient alors la base de nouvelles mesures. Aucun plan des opérations ne peut s'étendre avec certitude au-delà de la première rencontre avec les forces principales de l'ennemi. » Le commandement est alors obligé « de prendre des décisions sur la base de situations qu'il lui est impossible de prédire »^{7/}. La présence d'esprit prend alors le relais du calcul instrumental. Sans le travail préalable de la raison, l'audace ne serait pourtant que témérité et la décision une aventure.

Stratégie et tactique, offensive et défensive, guerre d'usure et guerre de mouvement, avant-garde et masses : le vocabulaire militaire a été importé dans la lutte des classes lors des controverses de la II^e Internationale à une époque où l'histoire militaire devenait une préoccupation majeure des écoles de guerre. Il relève d'une rationalité originale, irréductible à l'objectivité de la raison instrumentale. Pour la raison stratégique l'observation du terrain, l'information sur l'ennemi, sa logistique, ses arrières, modifie sans cesse les « conditions objectives » du conflit. Son savoir est donc nécessairement historique. C'est

aussi pourquoi les militaires sont réputés être toujours en retard d'une guerre : la prochaine est forcément inédite, même si la mémoire des précédentes est indispensable à sa conduite. Les révolutionnaires se trouvent dans une situation analogue. Eux aussi risquent donc d'être toujours en retard d'une révolution. Car la mémoire des révolutions passées est pleine d'enseignements indispensables, mais personne ne peut dire ce que seront les révolutions futures.

L'énigme des révolutions modernes

Comment une classe sociale soumise à une domination à la fois économique, politique, culturelle, peut-elle prétendre édifier un monde nouveau sans être submergée par toute la merde de l'ancien ? Comment le travailleur mutilé physiquement et mentalement par un travail aliéné, peut-il être l'auteur de cette émancipation ? Telles sont les énigmes des révolutions modernes. Devant le « populicide » de Vendée, Babeuf s'indignait : « Ils ont fait de nous des barbares ! » Le monde nouveau se construit pourtant avec les hommes et les matériaux de l'ancien. Prétendre faire du passé table rase, ou vouloir calligraphier à son gré sur une page blanche les idéogrammes de l'homme nouveau, est lourd de dérives autoritaires et bureaucratiques.

Aux origines du capitalisme marchand, s'embourgeoiser c'était accumuler du pouvoir économique, politique, symbolique et culturel, accumulé et transmis de génération en génération par les élites de la domination. Devenir prolétaire, c'était au contraire perdre la maîtrise de ses moyens de production, du contenu et de la finalité de son travail, tomber sous le charme vénéneux du fétichisme de la marchandise. Le sentiment de l'éternel retour – de *l'Éternité par les astres* ! – fait écho à

l'épreuve de cet emprisonnement dans le cercle vicieux de la reproduction sociale. Le tragique de répétition ne laisserait-il donc d'autre espoir que le siège toujours recommencé des résistances fragmentaires sous les murailles imprenables de la domination ?

Dans des pays de longue tradition parlementaire, la « guerre d'usure » est engagée depuis longtemps. Une alternative aux institutions existantes ne saurait y surgir sans l'expérience plus ou moins longue d'une double légitimité et d'une dualité de pouvoir. Un droit nouveau, une nouvelle hégémonie, de nouveaux rapports de propriété, ne peuvent s'imposer sans solution de continuité dans la norme juridique et sans bouleversement des rapports de forces. Quand un mode de domination décline sans que sa relève soit prête, les transitions sont incertaines.

Un gouvernement à cheval sur une double légitimité peut-il être « le début parlementaire » d'une révolution sociale, ou bien « le pseudonyme populaire » d'un pouvoir révolutionnaire naissant^{8/} ? « Les principes sont sûrs, mais l'application incertaine », ironisait Debord. Pour qu'un gouvernement de transition s'inscrive dans une dynamique de rupture et non de sauvetage de l'ordre établi, il devrait s'appuyer sur une montée des mobilisations sociales, oser dès ses premières mesures les incursions hardies dans les domaines réservés du pouvoir étatique et de la propriété privée.

Après la tentative de coup d'État manquée de juin 1973 au Chili, la droite s'est retrouvée à la défensive et les travailleurs massivement mobilisés. Pendant quelques jours, la situation fut alors favorable à une contre-offensive révolutionnaire. Les dirigeants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (Mir) ont envisagé leur participation à un gouvernement de riposte appuyé sur les organes nais-

^{7/} Dans leur usage des notions de tactique et de stratégie, d'offensive et de défensive, les théoriciens de la social-démocratie allemande ont été fortement influencés par la littérature militaire, notamment par *l'Histoire de l'art de la guerre dans le cadre de l'histoire politique*, de Hans Delbrück, dont le premier volume parut en 1900.

^{8/} Après le V^e congrès de l'Internationale communiste où elles avaient fait l'objet d'une vive controverse à l'occasion du bilan de la révolution allemande manquée de 1923, ces questions sont restées en suspens.

sants de pouvoir populaire. Les dirigeants de l'Unité populaire ont fait le choix inverse d'ouvrir le gouvernement aux militaires (dont Augusto Pinochet en personne), de désarmer les quartiers, de démanteler les embryons d'organisation démocratique au sein de l'armée. Les généraux des trois armes ont ainsi eu les mains libres pour préparer depuis le siège du pouvoir leur coup du 11 septembre. Après l'échec de la tentative de coup d'État de mars 1975 au Portugal, la crise politique ouverte aurait également permis de poser la question d'un gouvernement de salut public s'appuyant sur la riposte populaire et sur la radicalisation du mouvement social (y compris au sein de l'armée) pour approfondir la dynamique révolutionnaire initiée le 25 avril 1974.

Dans l'un et l'autre cas, la formation d'un gouvernement d'exception appuyé sur des organes de pouvoir populaire contre les manigances putschistes aurait marqué non le dénouement mais l'approfondissement de la crise de légitimité institutionnelle, la centralisation d'une légitimité alternative, et préparé l'épreuve de force décisive inévitable.

9/ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, n° 25, *op. cit.*, p. 312.

10/ Pour Gramsci, s'il est populaire, le moment national reste légitime dans une perspective internationaliste. La distinction entre le nationalisme et le « national-populaire » renvoie à l'opposition entre le particulier qui peut « servir l'universel », et le particularisme nationaliste d'un Barrès. Voir Gramsci, *Cahiers de prison*, n° 3 et n° 14, *op. cit.*

11/ Les expériences chilienne et portugaise ont montré comment, même affaiblies et à la défensive, les classes dominantes peuvent user de leur capacité de décision et d'initiative supérieure, en planifiant le coup d'État à Santiago, ou en passant à l'offensive contre un mouvement social puissant mais divisé et peu organisé en novembre 1975 au Portugal.

12/ C'est ce que soulignait Mao, bien avant la République de Yanan, dans son texte de 1927, « Pourquoi le pouvoir rouge peut exister en Chine? ».

13/ André Passeron reproche à Pierre Bourdieu de ne pas accorder assez d'importance aux résistances moléculaires et aux pratiques subversives des dominés. De même encore, Michel Foucault souligne le lien intime entre les pouvoirs et ce qui leur résiste.

Si, comme l'écrit Gramsci, « l'unité historique des classes dirigeantes se produit dans l'État », et si « les classes subalternes [...] ne peuvent s'unifier tant qu'elles ne peuvent pas à devenir "État" »^{9/}, alors la conquête du pouvoir politique demeure un passage obligé de l'émancipation. Constituer les classes subalternes en classes dirigeantes à travers leur lutte pour le pouvoir politique, c'est précisément ce que visent la « réforme intellectuelle et morale » et la lutte pour l'hégémonie. Leur but n'est pas la victoire corporative de la seule classe exploitée, mais l'affirmation d'une « volonté collective national-populaire » tendant à une forme supérieure de civilisation humaine afin de résoudre une crise globale de rapports sociaux de production et de reproduction^{10/}.

Dans les pays capitalistes aux institutions représentatives relativement stables, l'hypothèse stratégique qui émerge des expériences du XX^e siècle est celle de la grève générale insurrectionnelle. Une hypothèse n'est ni un modèle, ni une prédiction. Simplement un guide pour l'action, un horizon régulateur, d'où découlent une série de tâches : développer les expériences participatives de contrôle, d'autogestion, d'auto-organisation, d'où peuvent naître des éléments d'un pouvoir alternatif ; promouvoir une logique de l'appropriation sociale contre la privatisation du monde ; défendre une socialisation accrue du revenu à travers une extension des services publics et de la protection sociale ; délégitimer les institutions existantes et la politique professionnalisée, porter l'esprit de dissidence au sein de l'armée, etc. Dans des pays où le salariat représente la grande majorité de la population, la formule de la « grève générale » ou de la « commune insurrectionnelle » met en outre l'accent sur la nécessaire centralisation des

luttés et sur la capacité d'initiative face à un pouvoir lui-même fortement organisé^{11/}. Si la dualité de pouvoir y revêt un caractère inextricablement social et territorial (Paris insurgé contre Versailles), l'antagonisme concentré dans un espace restreint appelle un dénouement rapide. Il en va différemment dans les révolutions liées à des luttes de libération nationale, ou dans des sociétés où la question agraire demeure explosive et où la présence de l'État sur l'ensemble du territoire reste faible^{12/}.

La réponse à l'énigme – comment de rien devenir tout? – semblait donnée presque naturellement, chez Marx et Engels, par la croissance numérique du prolétariat industriel, par sa concentration en grandes unités de production, par le renforcement de ses organisations collectives et l'élévation graduelle de son niveau de conscience.

Un siècle et demi plus tard, cet optimisme de la raison n'est plus de mise. Le pari sur la dynamique historique du progrès ne se réduisait cependant pas à un vulgaire déterminisme sociologique. Dans l'expérience de la lutte émerge une subjectivité rebelle. Elle prend une dimension politique lorsque la lutte de l'ouvrier contre son patron devient la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et contre le règne anonyme du capital^{13/}.

Stratégies et partis

Comme la politique institutionnelle à laquelle ils sont souvent identifiés, les partis ont aujourd'hui une mauvaise réputation, souvent justifiée dans la mesure où ils apparaissent comme des machines bureaucratiques à promotions et à prébendes. Utiles pour mobiliser et proposer des initiatives dans les périodes d'effervescence, les partis les plus révolutionnaires eux-mêmes peuvent devenir, par temps

de reflux, des nids de mesquineries et d'intrigues, de vanités personnelles et d'élucubrations sectaires ^{14/}. Une stratégie sans parti est pourtant aussi difficile à concevoir qu'une tête sans corps, ou qu'un état-major sans troupes, dirigeant sur le papier des batailles imaginaires où s'affrontent des armées fantômes.

La désécularisation du monde et le prétendu « retour » du religieux sont la rançon de l'abaissement de l'idée même de politique. Le dénigrement de « la forme parti » qui fait aujourd'hui recette dans les gauches alternatives en est une autre. La professionnalisation outrancière de la vie politique, la bureaucratization des organisations, l'aveu d'impuissance des dirigeants de gauche comme de droite face au despotisme des marchés, frappent les partis politiques d'un soupçon légitime de manipulation, de carriérisme, de corruption, voire d'inutilité pure et simple. La lutte politique n'en reste pas moins, fondamentalement, une lutte de partis, quels que soient les noms ou les logos dont ils s'affublent. Organisation collective, fondée sur l'adhésion volontaire à un programme et à des règles de vie commune, un parti demeure la meilleure garantie d'indépendance relative envers les pouvoirs de l'argent et les mécanismes de cooptation médiatique.

Comme « les dangers professionnels du pouvoir », les dangers bureaucratiques ne sont pas propres à la « forme parti ». Ils s'enracinent dans la division sociale du travail – entre travail manuel et intellectuel, entre ville et

campagne. Ils affectent aussi bien les syndicats que les associations, que toute forme organisée. C'est là une tendance lourde des sociétés complexes contemporaines. L'ère de la communication et des réseaux montre en outre que les bureaucraties informelles de « la société liquide » ne sont pas les moins nuisibles, et que la démocratie plébiscitaire d'opinion peut s'avérer bien moins démocratique que la libre confrontation des partis et des programmes. De même que la démocratie n'est ni une institution ni une chose, mais « l'action qui sans cesse arrache aux gouvernements oligarchiques le monopole de la vie publique ^{15/} », de même un parti n'est pas une institution ou une chose, mais un acteur collectif qui invente en permanence sa fonction et ses objectifs au feu de la pratique.

Empruntée elle aussi au vocabulaire militaire, la notion d'avant-garde est encore plus suspecte que celle de parti. Elle est datée. Au début du XX^e siècle, l'idée était dans l'air du temps. Autant qu'en politique, elle s'appliquait aux mouvements novateurs en littérature, en peinture, en architecture. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nouvelles avant-gardes – lettristes, néosurréalistes, situationnistes – se contentèrent souvent de rejouer en farce le rôle des avant-gardes dadaïstes, futuristes, surréalistes d'antan, dont la puissance subversive faisait écho au grand ébranlement et à la grande promesse d'Octobre. Dans le reflux des espoirs déçus, l'heure était plutôt, pour les avant-gardes politiques et culturelles des « Trente Glorieuses », à la parodie, au scepticisme et au divertissement. Elles devinrent à leur corps défendant une sorte d'armée de réserve du travail intellectuel. Du nouveau roman exténué aux « nouveaux philosophes » défraîchis, la nouveauté ne fut plus que son propre

simulacre, la mode capricieuse, une répétition morbide de l'ancien, et les habits neufs de vieilles fripes recyclées. Ce que Lucien Goldmann appelait alors « l'avant-garde de l'absence », n'était déjà plus pour Debord qu'une « absence d'avant-garde ». Mais les derniers seront les premiers. Et l'arrière-garde qui protège la retraite finira par se retrouver en première ligne.

Accomplissant le début seulement d'une nouveauté, les avant-gardes sont vouées à disparaître dans la pleine réalisation de ce qu'elles anticipent et annoncent. Dans la mesure où leur champ d'action n'est pas l'avenir lointain mais le commencement d'un présent possible, elles affrontent l'ordre existant au nom d'un avenir qui peine à naître. C'est pourquoi, plus que de leur propre impuissance, leur crise est d'abord le signe d'un obscurcissement des horizons d'attente et des langueurs malades de l'époque.

Dès lors qu'un mouvement, minoritaire ou « de masse », se délimite par une adhésion volontaire, se dote de statuts et de règles de vie propre, adopte un programme et avance des propositions, il constitue, qu'on le veuille ou non, une sorte d'avant-garde. Étroite ou large, le nombre ne fait rien, ou peu, à l'affaire. Car la forme, c'est encore et toujours le contenu. Le parti, c'est le programme. Et ce qui fait d'un parti une avant-garde, c'est son rapport spécifique à la politique, la transversalité de sa pratique par rapport à l'ensemble des champs sociaux, le fait qu'il ne se contente pas d'ajouter des griefs particuliers mais les synthétise autour d'un projet. Il est donc, en son principe, en contradiction avec les rhétoriques postmodernes de la politique en miettes, de la dissolution de l'histoire, des alliances arc-en-ciel de pure circonstance. Les animateurs de mouvements sociaux sont souvent

^{14/} C'est pourquoi, Marx distingue le parti « au sens large ou historique », comme constitution du prolétariat en « classe politique », du parti au sens étroit, comme forme d'organisation intermittente liée à des conjonctures particulières. C'est aussi pourquoi, il n'a pas hésité, par deux fois, à dissoudre les partis qu'il avait contribué à fonder, la Ligue des communistes en 1852 et la I^{re} Internationale en 1874.

^{15/} Jacques Rancière, *la Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 105.

conscients de la nécessité de « relier les différents thèmes de résistance » entre eux. Mais selon quels critères? Et au nom de quoi? Si ce n'est pas l'affaire d'un parti conçu comme un intellectuel collectif, ce sera celle des experts (en reliure) et autres conseils scientifiques. Autrement dit, d'une résurrection paradoxale des avant-gardes éclairées et des maîtres-penseurs.

Mouvements sociaux et partis seraient-ils à ce point incompatibles qu'il faille sacrifier les uns aux autres, et réciproquement? À la lumière du siècle écoulé, la méfiance envers

les appareils, les chapelles, les boutiques, est compréhensible. Mais il y a des boutiques de toutes sortes, petites ou grandes, multinationales ou familiales. Il y a même des individus médiatiques qui sont des boutiques à eux tout seuls. Quelques individus font déjà un attrouplement, et un début d'organisation est déjà une boutique. On n'y échappe pas.

Le vrai problème, ce sont les conditions d'une relation publique et claire entre mouvements sociaux et organisations politiques. Une existence au grand jour et un dialogue franc valent bien mieux pour cela que les ma-

nipulations de coulisse et les manœuvres obscures. Non seulement la lutte des partis n'est pas un obstacle à la démocratie, mais elle en est une condition nécessaire. Sans la dialectique des fins et des moyens, du but et du mouvement, la politique tomberait en effet en poussière. Elle se perdrait dans des calculs sans lendemain, se rétracterait autour d'une gestion routinière, sans projet ni vision. Sans horizon stratégique.

Archives personnelles
Août 2007